

Corinne Deloy

ANALYSE

## Sauf surprise, Viktor Orbán devrait remporter un troisième mandat consécutif à la tête de la Hongrie

Le 8 avril prochain, près de 8 millions de Hongrois sont appelés aux urnes pour renouveler les 199 membres de l'Orszaggyules, chambre unique du parlement. Cette date n'a pas été choisie par hasard puisque le 8 avril 1990 avait lieu le deuxième tour des premières élections libres organisées en Hongrie après la sortie du pays de la dictature communiste. Ce scrutin législatif est à peu près sans suspense tant la mainmise du Premier ministre sortant Viktor Orbán (Alliance des jeunes démocrates-Union civique, FIDESZ-MPP) sur le pays est importante et tant l'opposition est divisée et, donc, impuissante.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Nezapont et publiée début mars, la FIDESZ-MPP arriverait largement en tête des élections du 8 avril avec 52% des suffrages devant le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik), parti nationaliste dirigé par Gabor Vona, qui recueillerait 17% des voix. A gauche, le Parti socialiste (MSZP) obtiendrait 10% des suffrages et la Coalition démocratique (DK), parti de l'ancien Premier ministre (2004-2009) Ferenc Gyurcsany, 6%. Faire de la politique autrement (LMP), parti écologiste dirigé par Akos Hadrassy et Bernadett Szel, recueillerait 9% des suffrages.

### **NON AUX MIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS AINSI QUE DÉFENSE DE L'IDENTITÉ HONGROISE SONT LES THÈMES MAJEURS DE LA CAMPAGNE DE VIKTOR ORBÁN**

« Nous avons besoin de 4 années supplémentaires pour renforcer nos résultats et les rendre irréversibles » a indiqué le Premier ministre sortant Viktor Orbán. Dès le 13 décembre 2015, jour de sa réélection à la direction de la FIDESZ, le dirigeant hongrois avait exprimé son désir de continuer à servir la Hongrie si ses compatriotes le réalisaient à son poste. « Pour moi, l'enjeu de ces élections est simple : voulons-nous devenir

un pays d'immigration ? » a déclaré le chef du gouvernement magyar. Il se veut le défenseur de l'identité hongroise (« La Hongrie d'abord » est son slogan) et s'oppose à l'engagement pris par Bruxelles de relocaliser 160 000 réfugiés de Syrie, d'Irak et d'Erythrée au sein des 28 Etats membres, évoquant une « offensive de l'islam » et qualifiant les réfugiés « d'envahisseurs musulmans ». Pour le Premier ministre sortant qui affirme que « le christianisme constitue le dernier espoir de l'humanité », « l'Union européenne cherche à saper les fondations chrétiennes de l'Europe et à transformer les sociétés de chaque Etat membre en sociétés multiculturelles ».

Viktor Orbán a appelé ses homologues européens à le rejoindre au sein d'une alliance globale contre l'immigration de masse, notamment celle venue des pays musulmans.

Budapest a voté en juillet 2016 une loi sur les demandes d'asile et l'immigration clandestine qui permet aux forces de l'ordre d'expulser immédiatement tout clandestin intercepté dans une bande de 8 km derrière la frontière hongroise, une mesure étendue ensuite à l'ensemble de la Hongrie. En 2015, on estime que 391 384 personnes étaient entrées dans le pays de

## 02

façon clandestine ; un an plus tard, elles n'étaient plus que 18 236.

Autre obsession de Viktor Orban : George Soros. Le Premier ministre sortant accuse en effet le milliardaire américain d'origine hongroise, président de l'Open Society Foundation, de conspirer contre la Hongrie en travaillant à un plan destiné à islamiser l'Europe par une immigration forcée. George Soros reproche à Viktor Orban de l'utiliser comme bouc émissaire afin de détourner l'attention de chacun sur « l'Etat mafia » que le Premier ministre est en train d'instaurer dans son pays.

Dans son discours à la nation du 18 février dernier, le dirigeant hongrois a accusé George Soros de financer des réseaux d'influence au sein de l'Union européenne et de l'Organisation des Nations unies pour agir contre la Hongrie. Cinq jours auparavant a été présenté au parlement hongrois un texte de loi intitulé Stop Soros, qui veut obliger toute ONG travaillant dans le secteur de l'humanitaire et toute ONG financée à partir de l'étranger à justifier périodiquement de ses activités afin de vérifier que les fonds reçus ne servent pas au financement de l'immigration. En cas d'infraction, les ONG pourraient être amenées à payer des amendes à hauteur de 25% de l'argent qu'elles ont perçu à l'étranger.

Viktor Orban aime à répéter qu'à l'issue du scrutin du 8 avril le gouvernement hongrois sera formé soit par lui-même soit par George Soros, signifiant par là qu'en cas de victoire de l'opposition, le gouvernement sera si faible que George Soros sera de fait l'homme qui dirigera le pays.

LA FIDESZ ne présente pas de programme pour les élections et s'appuie sur son bilan des 8 dernières années (deux mandats consécutifs) à la tête de l'Etat, sur la bonne croissance du PIB (qui s'est établie à 4% l'an passé), sur les augmentations du salaire minimum (6% en 2016, 15% en 2017, 8% prévus cette année) et sur la faiblesse du taux de chômage, qui s'élève à 3,8%, soit le plus faible depuis la chute du communisme en 1989.

**A GAUCHE, UNE OPPOSITION RENDUE  
IMPUISSANTE PAR SES DIVISIONS**

Le 25 février dernier, Peter Marki-Zay, candidat indépendant soutenu par tous les partis de l'opposition, a remporté l'élection municipale partielle de la ville de Hodmezövasarhely (47 000 habitants), située près de la frontière serbe et fief de Janos Lazar (FIDESZ), ministre de la Chancellerie et fidèle de Viktor Orban, avec 57,49% des suffrages. La participation, qui s'est élevée à 62,45%, a été deux fois plus importante que celle enregistrée aux élections municipales de 2014.

Ce succès a fait renaître l'espoir dans toute l'opposition, de gauche comme de droite. « Cette victoire est un tournant qui montre que la FIDESZ peut être battue partout dans le pays » a déclaré Gabor Vona, dirigeant du Jobbik. « Cette victoire arrive à temps pour que l'opposition choisisse de coopérer tout comme elle vient également à temps pour permettre à la FIDESZ d'ajuster sa campagne » a souligné le directeur du think tank Political Capital, Peter Kreko. « 54% des électeurs veulent un changement de gouvernement.

La FIDESZ est en tête mais la haine contre ce parti est très forte et nos études prouvent que ceux qui s'opposent au Jobbik et à la FIDESZ souhaitent une opposition unie. Ils voteraient pour toute personnalité qui serait en mesure de battre Viktor Orban » a indiqué Andras Pulai, analyste de l'institut d'opinion Publicis. « L'opposition ne joue plus à l'ancien jeu dans lequel elle n'a aucune chance de gagner mais un nouveau jeu a commencé où la situation n'est plus sans espoir, pourvu que l'on fasse preuve d'une tactique intelligente » a souligné Gabor Torok, professeur de science politique à l'université Corvinus de Budapest.

Convaincus que l'opposition n'a aucune chance de remporter le scrutin du 8 avril, les Hongrois ne sont pas très mobilisés pour lui donner leur voix. Davantage conscients qu'auparavant de la nécessité de s'unir pour s'imposer dans les urnes, les partis de gauche restent néanmoins divisés, incapables de faire liste commune comme de

s'entendre sur le nom d'un candidat au poste de Premier ministre.

Le Parti socialiste (MSZP) dirigé par Gyula Molnar s'est cependant allié avec Dialogue pour la Hongrie (PM), parti social-démocrate et écologiste de Tímea Szabo et Gergely Karacsony. Ce dernier est le candidat de ces deux partis au poste de Premier ministre.

Les socialistes se disent prêts à élargir leur coopération mais ne voient pas de coopération possible avec le Jobbik, parti auquel ils ont demandé de retirer leurs candidats dans les circonscriptions où un candidat indépendant posséderait davantage de chance de l'emporter.

S'ils accèdent au pouvoir, le Parti socialiste et Dialogue pour la Hongrie souhaitent réaffecter les fonds européens, qui sont, selon eux, détournés ou dépensés pour des projets sans intérêt. Les 2 partis promettent de baisser les prix de l'essence, de l'électricité et du chauffage ainsi que d'augmenter de 50% les salaires des personnes travaillant dans le secteur de la santé (un secteur en déshérence, de nombreux médecins et infirmières ont quitté le pays à la recherche de meilleurs salaires). Les 2 partis de gauche veulent doubler les pensions de retraite les plus faibles et s'assurer qu'aucun retraité ne perçoit moins de 100 000 forints (320 €) par mois. Enfin, ils augmenteront les investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation, supprimeront la flat tax, impôt à taux unique pour la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés, fixé à 16% dans le pays, et organiseront un référendum sur l'abolition de la Constitution[1].

La Coalition démocratique (DK) de l'ancien Premier ministre (2004-2009) Ferenc Gyurcsany promet d'augmenter les salaires des enseignants de 15% (et celui des jeunes enseignants de 30%). Faire de la politique autrement (LMP), parti écologiste dirigé par Akos Hadrhazy et Bernadett Szel, est également favorable à une hausse des salaires des enseignants et plus largement des fonctionnaires. Le LMP se veut aussi strict sur l'accueil des migrants. « Nous ne soutenons pas les quotas de migrants établis par l'Union européenne, nous ne démantèlerons pas le mur (construit à la frontière avec la Serbie et à celle avec la Croatie à partir de juillet 2015

afin d'empêcher les migrants venus d'entrer dans le pays) et je restaurerai les contrôles aux frontières » a déclaré Bernadett Szel, par ailleurs candidate au poste de Premier ministre.

### A DROITE, LE MOUVEMENT POUR UNE MEILLEURE HONGRIE PEINE À TROUVER SA PLACE

Au cours des 4 dernières années, Gabor Vona a modifié l'orientation politique du Mouvement pour une meilleure Hongrie. « J'ai décidé de couper avec le milieu raciste et antisémite » a-t-il expliqué. Le dirigeant a dissous la garde magyare, milice paramilitaire du parti, et renoncé à plaider la sortie de la Hongrie de l'Union européenne. Avec le slogan « Avec un cœur hongrois, du sens commun et les mains propres », le Jobbik fait campagne sur les questions sociales (santé, éducation), et notamment sur la défense des salaires et des pensions de retraite, ainsi que sur la lutte contre la corruption. Le parti accuse Viktor Orban de dérive autoritaire. La transformation imposée par Gabor Vona ne semble toutefois pas être très bien acceptée par les sympathisants du mouvement qui n'apprécient pas forcément l'évolution de leur parti et peine à attirer de nouveaux électeurs, pas forcément convaincus par ce changement. Le Jobbik a également été poussé à se positionner différemment par la radicalisation de la FIDESZ, qui s'est nettement déportée sur sa droite au cours des dernières années et qui a durci son discours sur les questions de l'immigration et de l'Union européenne.

« Le Jobbik n'a pas su répondre à la demande de radicalisme qui s'est exprimée dans la société à la suite de la crise migratoire historique de 2015. Il a ensuite brouillé son image en tentant de gommer son côté xénophobe pour diversifier son électorat » a affirmé l'analyste Andras Pulai.

### LE SYSTÈME POLITIQUE HONGROIS

L'Orszaggyules, chambre unique du parlement, compte 199 députés élus pour 4 ans : 106 d'entre eux sont élus au scrutin uninominal au sein de circonscriptions et 93 au scrutin proportionnel de

1. La Constitution hongroise est entrée en vigueur le 1er janvier 2012. Le texte, dans lequel le mot République a été supprimé, a introduit une référence à Dieu, a fait du forint la monnaie nationale et a institué la règle d'or (inscription d'une limite - de 50% - au déficit public du pays). L'Union européenne et le Conseil de l'Europe se sont élevés contre plusieurs des articles de cette Loi fondamentale qui a été modifiée à plusieurs reprises depuis son adoption.

## Élections législatives en Hongrie

8 avril 2018

liste au sein du pays. Les électeurs disposent donc de 2 bulletins de vote, l'un pour choisir un parti politique, l'autre pour se prononcer en faveur d'un candidat.

Les électeurs inscrits comme appartenant à une minorité nationale<sup>[2]</sup> votent pour les listes de leur minorité et non pour des partis nationaux. Seul un quart des suffrages requis par les partis nationaux est nécessaire pour qu'une liste représentant une minorité puisse obtenir un mandat. Les minorités nationales n'ayant pas obtenu de sièges peuvent déléguer des porte-parole au parlement.

Seuls les partis concourant dans au moins 27 circonscriptions réparties entre au moins 9 comtés et Budapest peuvent présenter des candidats au scrutin proportionnel de liste. Les partis qui présentent des candidats dans les 106 circonscriptions reçoivent 2 millions €; celles qui en présentent dans un nombre compris entre 80 et 105, 1,5 million €; celles qui ont des candidats dans plus de 54 circonscriptions mais dans moins de 79, 1 million € et enfin celles qui présentent des candidats dans un nombre de circonscriptions compris entre 27 et 53, 500 000 €. Chaque candidat reçoit en plus 3 200 € pour sa campagne électorale.

Pour être représenté au parlement, un parti doit obtenir au minimum 5% des suffrages exprimés ; une alliance de 2 partis, 10% des voix et l'alliance de 3 partis ou plus, 15%. Les sièges relevant des listes nationales sont répartis proportionnellement aux suffrages exprimés ; les suffrages qui n'ont pas permis à un parti de remporter des sièges ainsi que les voix du parti qui a obtenu le siège qui outrepassent le seuil électoral sont ensuite redistribués selon la méthode d'Hondt.

Tout parti souhaitant présenter une liste aux élections législatives au scrutin uninominal doit recueillir

au moins 500 signatures d'électeurs. Au sein des circonscriptions uninominales, les candidats peuvent être présentés soit par des partis politiques, soit par des citoyens.

Enfin, les partis peuvent diffuser des spots publicitaires sur les chaînes de télévision si celles-ci acceptent de leur accorder du temps d'antenne gratuit. Dans ce cas, elles doivent alors accorder le même temps à toutes les listes électorales en présence.

8 partis politiques sont actuellement représentés au parlement hongrois :

- l'Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPP), créée le 30 mars 1988 et dirigée par le Premier ministre sortant Viktor Orbán, compte 117 députés ;
- le Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP), fondé en 1944 et dirigé par Zsolt Semjen, possède 16 sièges ;
- le Parti socialiste (MSZP), fondé en 1989 et présidé par Gyula Molnár, compte 29 députés ;
- Ensemble. Parti pour une nouvelle ère (Együtt), parti social-libéral créé en 2012 et emmené par Peter Juhasz, possède 3 sièges ;
- la Coalition démocratique (DK), parti social-libéral de l'ancien Premier ministre (2004-2009) Ferenc Gyurcsány, compte 4 députés ;
- Dialogue pour la Hongrie (PM), parti social-démocrate et écologiste créé en février 2013 et dirigé par Gergely Karacsony et Tímea Szabó, possède un siège ;
- le Parti libéral hongrois (L), parti conduit par Gábor Fodor, compte un député ;
- le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik), parti nationaliste créé en octobre 2003 et dirigé par Gábor Vona, possède 23 sièges ;
- Faire de la politique autrement (LMP), parti écologiste fondé en 2009 et dirigé par Ákos Hádahazy et Bernadett Szel, compte 5 députés.

2. La Hongrie reconnaît 13 minorités nationales : les Allemands, les Arméniens, les Bulgares, les Croates, les Grecs, les Polonais, les Roms, les Roumains, les Ruthéniens, les Serbes, les Slovaques, les Slovènes et les Ukrainiens.

## Rappel des résultats des élections législatives du 6 avril 2014 en Hongrie

Participation : 61,73%

05

|                          |   | Scrutin proportionnel de liste |                                      |                  |                         |                  | TOTAL                                      |              |    |
|--------------------------|---|--------------------------------|--------------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|--|--------------|----|
| Coalition                | partis politiques   | Nombre de voix obtenues        | Pourcentage des suffrages recueillis | Nombre de sièges | Nombre de voix obtenues | Nombre de sièges | Pourcentage total des suffrages recueillis | Total sièges |    |
| Alliance FIDESZ-MPP KDNP | Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPP) | 2 264 780                      | 44,87                                | 30               | 2 165 342               | 87               | 66,83                                      | 117          |    |
|                          | Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP)                 |                                |                                      | 7                |                         |                  |  | 9            | 16 |
| Unité                    | Parti socialiste (MSZP)                                   | 1 290 806                      | 25,57                                | 21               | 1 317 879               | 8                | 19,10                                      | 29           |    |
|                          | Ensemble. Parti pour une nouvelle ère (Együtt)            |                                |                                      | 2                |                         |                  |  | 1            | 3  |
|                          | Coalition démocratique (DK)                               |                                |                                      | 3                |                         |                  |  | 1            | 4  |
|                          | Dialogue pour la Hongrie (PM)                             |                                |                                      | 1                |                         |                  |  |              | 1  |
|                          | Parti libéral hongrois (MLP)                              |                                |                                      | 1                |                         |                  |  |              | 1  |
|                          | Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik)             | 1 020 476                      | 20,22                                | 23               | 1 000 637               |                  | 11,56                                      | 23           |    |
|                          | Faire de la politique autrement (LMP)                     | 269 414                        | 5,34                                 | 5                | 244 191                 |                  | 2,51                                       | 5            |    |
|                          | Autres  | 201 887                        | 4                                    | 0                | 424 750                 | 0                | 0  | 0            |    |

Source : <http://www.valasztas.hu/48>

## Viktor Orban s'impose largement pour la 3e fois consécutive aux élections législatives hongroises

### RÉSULTATS

Le Premier ministre sortant Viktor Orban s'est largement imposé aux élections législatives en Hongrie le 8 avril et conserve donc le pouvoir pour 4 années supplémentaires. Son parti, l'Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPP) allié au Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP) de Zsolt Semjen, a recueilli 48,53% des suffrages [1] et devrait obtenir 133 des 199 sièges de l'Orszaggyules, chambre unique du parlement, soit la majorité des 2/3. Il a de nouveau bénéficié du découpage électoral et du système de vote taillés sur mesure. Selon les analystes politiques, avec ce système électoral, la FIDESZ-MPP aurait remporté chacun des scrutins législatifs qui ont eu lieu au cours des 25 dernières années.

Le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik), parti nationaliste, a remporté 19,63% des voix et 26 sièges. Son dirigeant Gabor Vona, qui avait lié son destin politique aux résultats des élections législatives et qui est très contesté au sein de son parti, a échoué à se faire réélire et a annoncé sa décision de quitter la tête du parti. A gauche, le Parti socialiste (MSZP), présidé par Gyula Molnar et allié avec Dialogue pour la Hongrie (PM), parti social-démocrate et écologiste de Timea Szabo et Gergely Karacsony, a recueilli 12,44% des suffrages et remporté 20 élus. Faire de la politique autrement (LMP), parti écologiste conduit par Akos Hadrassy et Bernadett Szel, a obtenu 6,98% des voix et 9 sièges et enfin, la Coalition démocratique (DK), parti social-libéral de l'ancien Premier ministre (2004-2009) Ferenc Gyurcsany, a recueilli 5,62% des suffrages et remporté 8 sièges.

[1] Les résultats (partiels) de ce texte ne concernent que le scrutin proportionnel de liste.

La participation a été nettement plus élevée que lors des précédentes élections législatives du 6 avril 2014, ce qui, jusqu'à l'annonce des premiers résultats, a entretenu l'espoir des partis de l'opposition. Près de sept Hongrois sur dix se sont rendus aux urnes (69,41%), une participation en hausse de 7,68 points et la deuxième plus élevée de la Hongrie démocratique depuis les élections législatives des 8 et 29 mai 1994.

Les partis de l'opposition ont obtenu leurs résultats les plus élevés à Budapest quand les zones les plus rurales de la Hongrie sont restées très fidèles au parti du Premier ministre sortant, un phénomène de répartition des votes que l'on observe partout à travers l'Europe. Par ailleurs, selon les enquêtes sortie des urnes, les plus jeunes électeurs ont davantage voté en faveur des partis de l'opposition que pour la FIDESZ-MPP.

## Résultats des élections législatives du 8 avril 2018 en Hongrie

Participation : 69,41%

| Partis politiques   | Pourcentage des suffrages recueillis | Nombre de sièges obtenus |
|---|--------------------------------------|--------------------------|
| Alliance des jeunes démocrates-Union civique/Parti populaire chrétien-démocrate (FIDESZ-MPP/KDNP) | 48,53                                | 133                      |
| Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik)   | 19,63                                | 26                       |
| Parti socialiste-Dialogue pour la Hongrie (MSZP- PM)  | 12,44                                | 20                       |
| Coalition démocratique (DK)   | 6,98                                 | 9                        |
| Faire de la politique autrement (LMP)   | 5,62                                 | 8                        |
| Autres  | 6,80                                 | 3                        |

<http://www.valasztas.hu/dyn/pv18/szavossz/hu/150.html>

« Nous avons gagné. La Hongrie a remporté une victoire décisive. Cette victoire historique nous offre la possibilité de continuer à nous défendre et de défendre la Hongrie » a affirmé Viktor Orban à l'annonce des résultats. « L'avenir du pays est en jeu. Nous ne nous contentons pas d'élire les partis, le gouvernement et le Premier ministre mais nous choisissons aussi l'avenir du pays » a-t-il déclaré après avoir rempli son devoir citoyen à Budapest.

Le Premier ministre sortant, grand admirateur du président russe Vladimir Poutine et chantre d'une « démocratie illibérale », avait centré sa campagne électorale sur l'immigration. « Pour moi, l'enjeu des élections législatives est simple : voulons-nous devenir un pays d'immigration ? » avait martelé Viktor Orban qui avait pris pour slogan « La Hongrie d'abord ».

L'homme se veut le défenseur de l'identité hongroise, qualifie les réfugiés « d'envahisseurs musulmans » et en appelle à l'intérêt national pour justifier sa politique de limitation de certaines libertés, sa reprise en main de l'économie, des médias, etc. Il a également souvent recours à la théorie du complot. Ainsi, il accuse George Soros, milliardaire américain d'origine hongroise, président de l'Open Society Foundation, de conspirer contre la Hongrie en finançant des réseaux d'influence au sein de l'Union européenne et de l'Organisation des Nations unies pour agir contre Budapest et en travaillant à un plan destiné à islamiser l'Europe par une immigration forcée. « Les Hongrois ont toujours

tendance à penser que derrière les événements historiques, de sombres hères tirent les ficelles » a déclaré le politologue Kristof Szombati.

« Dans un pays aux contre-pouvoirs affaiblis depuis 8 ans, la majorité des électeurs n'a pas accès à toutes les informations nécessaires pour voter. Toutefois, Viktor Orban a réussi à mobiliser son électorat dans des proportions surprenantes. On pensait que l'opposition ferait un meilleur score » a indiqué Bulcsu Hunyadi., analyste du think tank Political Capital,

« En Europe, être réélu pour la 3e fois est quand même rare. Nous sommes dans un climat où on sort les sortants, où tous les partis au pouvoir ont des difficultés. Même affaibli, Viktor Orban n'a contre lui qu'une opposition morcelée et une société civile qui a des difficultés à prouver une alternative forte et crédible » a souligné Jean-Michel De Waele, politologue de l'université libre de Belgique qui a conclu « le problème en Hongrie, c'est l'absence d'une opposition forte, crédible et démocratique qui puisse offrir une perspective ».

« C'est un raz-de-marée pour la FIDESZ-MPP qui donne à Viktor Orban une grande légitimité en raison du taux de participation élevé, y compris au plan international » a déclaré Daniel Hegedüs, politologue, qui a également prédit pour les mois à venir « un renforcement des attaques contre la frange critique de la société civile ». « Une victoire de Viktor Orban verrait sa rhétorique



## Élections législatives en Hongrie

8 avril 2018

---

devenir de plus en plus agressive » a enfin affirmé Edit Zgut, analyste du think tank Political Capital. En effet, Viktor Orban a d'ores et déjà annoncé la fermeture prochaine des « organisations engagées en politique », soit, entre autres, celles qui s'occupent de droits de l'Homme.

Du côté de l'opposition, si le Mouvement pour une meilleure Hongrie reste le deuxième parti de Hongrie, il peine à progresser par rapport au scrutin du 6 avril 2014. Ses électeurs ne semblent pas avoir été convaincus par l'évolution récente du parti. La radicalisation de la FIDESZ-MPP, qui a durci son discours sur les questions de l'immigration et de l'Union européenne au cours des dernières années, a en effet poussé le parti de Gabor Vona à se recentrer. « Le Jobbik n'a pas su répondre à la demande de radicalisme qui s'est exprimée dans la société à la suite de la crise migratoire de 2015. Il a ensuite brouillé son image en tentant de gommer son côté xénophobe pour diversifier son électorat » a affirmé Andras Pulai de l'institut d'opinion Publicis. L'opposition, qui a fait campagne en dénonçant le clientélisme, le détournement des fonds européens par le gouvernement en place, la nécessité d'investir dans l'éducation et la santé et d'augmenter salaires et retraites, a cependant pâti de ses divisions et de sa fragmentation.

Originaire de Szekesfehervar (nord-est du lac Balaton) et âgé de 55 ans, Viktor Orban est diplômé de droit de l'université Lorand Eötvös de Budapest (en 1989, il a

fait un séjour d'études de quelques mois au Pembroke College à l'université d'Oxford grâce à une bourse délivrée par George Soros). Il figure parmi les membres fondateurs de l'Alliance des jeunes démocrates en 1988. Deux ans plus tard, il est élu député (il sera réélu à chaque scrutin législatif) et en 1993, il prend la présidence du parti. En 1998, il devient, à 35 ans, le plus jeune Premier ministre d'Europe avant de devoir s'incliner, 4 ans plus tard, devant l'opposition de gauche qui remporte les élections législatives des 7 et 20 avril 2002, une défaite que Viktor Orban n'acceptera jamais vraiment. Il prendra sa revanche 8 ans plus tard en 2010, année où il redevient chef du gouvernement.

« Viktor Orban a remporté les élections législatives avec un agenda anti-immigration et, en Europe, les partis populistes ne vont pas manquer de s'inspirer et cette formule gagnante » a déclaré Tamas Boros du think tank Policy Solutions, ajoutant « La forte légitimité que lui offre ce nouveau mandat lui donne également des munitions dans son combat contre l'Union européenne ». La victoire de Viktor Orban ne constitue pas une bonne nouvelle pour Bruxelles. Le Premier ministre hongrois aime à vilipender l'Union européenne et n'hésite pas à s'opposer à ses décisions (comme l'engagement pris par Bruxelles de relocaliser 160 000 réfugiés de Syrie, d'Irak et d'Erythrée au sein des 28 Etats membres). Il s'est toutefois toujours bien gardé de franchir la ligne rouge qui le priverait des fonds européens dont son pays a besoin.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.